



COMPTE-RENDU DE LA CONFÉRENCE "L'EUROPE DE L'APRÈS-GUERRE: QUELLE ARCHITECTURE DE SÉCURITÉ DANS UN NOUVEAU CADRE TRANSATLANTIQUE ?", 14 AVRIL 2025, IFRI (PARIS) Par Jaya MOREL (REDS étudiante)

* * *

La conférence qui s'est tenue à l'IFRI le 14 avril 2025 réunissaient pour l'essentiel des universitaires autour de la question de la place de l'Union européenne dans une nouvelle architecture de sécurité que semble annoncer l'évolution de la politique étrangère américaine. Elle était organisée en deux panels de (réflexion) qui se sont déroulés en anglais.

Voici les principaux éléments de réflexion partagés par les intervenants lors des deux panels.

1. Panel 1 : l'impact de la nouvelle politique étrangère américaine sur le conflit russoukrainien et la sécurité européenne

Ce premier panel rassemblait Ronja Kempin chercheure au Département Europe du Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), Bart Laurent, Général de brigade (retraité) belge et anciennement directeur des opérations de l'État-major de l'Union européenne (EMUE), Frédéric Petit, député des Français établis à l'étranger et Jan Techau, directeur Europe chez Eurasia Group. Il était animé par le responsable du pôle de sécurité globale de la Fondation Friedrich Naumann, Jeroen Dobber.

Les intervenants ont commencé par s'accorder sur le changement positif opéré en Europe au sujet de l'Ukraine, consécutivement au retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Le soutien à l'Ukraine est devenue une priorité car c'est une garantie de sécurité pour l'avenir. Comme l'a relevé **Ronja Kempin** l'un des symptômes de ce changement est la place prise par les questions de défense dans les dernières élections fédérales en Allemagne et, pour l'Union européenne, la production d'un nouveau Livre blanc pour une défense européenne (ReArm Europe/Préparation à l'horizon 2030).

En dépit de ces progrès récents vers une conception européenne de la défense, l'Union européenne et les États membres devront affronter de nombreux défis, soulignés par les intervenants tout au long de la table ronde.

1.1 La définition d'une stratégie de défense européenne cohérente et à long terme

Le premier enjeu du réveil européen est stratégique. En effet, la chercheure **Ronja Kempin** a relevé la nécessité de donner une direction à la défense européenne. Selon elle, l'Europe souffrira d'impréparation dans le domaine militaire tant qu'elle n'aura pas défini des objectifs clairs et cohérents. Il lui faudra ainsi tenter de mettre en place un marché commun des biens de défense, s'interroger sur la possibilité d'aider les États membres qui rencontreraient des difficultés. Enfin, le rôle que devront jouer les industries nationales sera à déterminer. **Frédéric Petit** rejoint cette position en la nuançant. Selon lui, aucune architecture de sécurité ne pourra être définitivement construite aujourd'hui car il est nécessaire pour les Européens de définir le sens qu'ils désirent donner à leurs actions, ce qui lui semble assez difficile car il observe actuellement une réelle perte de sens autour.

Après le fond, la forme. Outre la définition d'une stratégie défensive claire, plusieurs intervenants ont relevé que la seconde question stratégique restant à résoudre pour l'Europe concerne les moyens de parvenir aux objectifs définis. Alors que l'Alliance atlantique semble fragilisée, quelle architecture de sécurité favorisera le mieux la coopération de pays européens face à de potentiels adversaires? Au vu des relations tendues entre les États-Unis et la majorité des pays européens, Jeroen Dobber interroge les participants sur la possibilité de former une "coalition des volontaires" entre pays européens et certains membres de l'OTAN, mais se réalisant en dehors du cadre institutionnel. A cette question, Ronja Kempin rappelle qu'une coalition des volontaires ne devrait pas être créée pour répondre à un objectif unique et à durée limitée (la sécurité en Ukraine) mais devrait permettre l'expression d'une vraie stratégie. Dans ce cas, la réalisation d'une coalition de volontaires semble difficilement concevable car ses acteurs et ses objectifs à long terme ne sauraient être clairement définis dans le contexte actuel. De plus, il serait particulièrement difficile d'asseoir la légitimité de cette nouvelle formation en dehors de toute institution établie, et sans avoir fait ses preuves. Elle rappelle au contraire, qu'historiquement, les institutions sont seules capables de poser les bases d'une coopération d'une telle ampleur. Par ailleurs, Jan Techau souligne que sortir du cadre institutionnel reviendrait à courir le risque de ne plus trouver une unité de positions, alors même que cette nouvelle coalition aurait pour objectif de fournir une garantie. Fort de son expérience au sein de l'État-major de l'Union européenne, Bart Laurent conclut ce débat en ajoutant que les coalitions institutionnelles actuelles, y compris l'OTAN, lui semblent parfaitement adaptées au contexte que nous traversons.

1.2 La décision et l'implémentation de mesures militaires

Dans son intervention, **Bart Laurent** relève que le second enjeu pour bâtir une architecture de défense européenne sera pratique. Les pays européens devront s'assurer de la cohérence et de la coopération de leurs industries de défense. A court terme, un choix devra également être fait concernant l'envoi d'armes à l'Ukraine afin de s'assurer que les États membres demeureront capables de se défendre eux-mêmes, voire d'augmenter leurs capacités de défense. Il rappelle pour cela la nécessité de laisser le temps à la Commission européenne d'implémenter les mesures annoncées dans le Livre blanc.

1.3 Au cœur des enjeux exposés plus haut, deux défis politiques

Comme l'explique **Jan Techau**, le premier défi sera pour les États membres de demeurer unis sur le long terme, en particulier concernant un soutien militaire à l'Ukraine, et y compris lorsqu'il leur faudra rembourser la dette européenne, laquelle n'est pas extensible. Ce défi se posera alors, non seulement aux États, mais aussi aux peuples européens. **Ronja Kempin** ajoute que la stratégie de défense ne s'arrêtera pas aux négociations de paix sur l'Ukraine, et que l'Union européenne devra se positionner clairement au sujet des futurs élargissements afin de rester crédible.

Pour analyser la situation sous un angle différent, voici quelques recommandations bibliographiques et cinématographiques des panélistes :

Livres:

- ALLISON, Graham. L'essence de la décision, New York, Longman, 1971, 338 p.
- KOURKOV, Andreï. Les abeilles grises, Paris, Levi, 2022, 400 p.

Films:

- COHEN, Joel, The Big Lebowski, 1998, 117 min.
- COPPOLA, Francis Ford, Le Parrain, 1972, 1974 & 1990.
- VISCONTI, Luchino, Le Guépard, 1963, 185 min.

Série:

- BENIOFF, David, Game of Thrones, 2011-2019.

Explications: hormis *Les abeilles grises*, directement relié à l'actualité (guerre en Ukraine), les autres recommandations montrent, chacune dans leur contexte, la redistribution de pouvoirs, un monde évoluant voire s'effondrant, et une menace venant à la fois de l'extérieur et de l'intérieur.

2. Panel 2 : Trump II et l'ordre mondial : dans quelle mesure les États-Unis vont-ils prétendre être une puissance régulatrice (avenir du multilatéralisme, rivalité du système entre les États-Unis et la Chine, Corée du Nord, Iran, Moyen-Orient, quelle est l'importance de la sécurité européenne dans ce contexte) ?

Le second panel de la journée était composé de Daniel S. Hamilton, Senior Fellow associé au Centre sur les États-Unis et l'Europe de la *Brookings Institution*, Hans-Dieter Heumann, Senior Fellow au *Center for Advanced Security, Strategic and Integration Studies*, ancien ambassadeur et ancien président de l'Académie fédérale pour la politique de sécurité en Allemagne. Étaient également présents le directeur du bureau de Paris et directeur Risque géopolitique et stratégie du *German Marshall Fund of the United States* Martin Quencez, et Benjamin Tallis directeur au sein de la Democratic Strategy Initiative. Le débat était modéré par Marie Krpata, chercheuse au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) de l'Ifri.

Centrée sur les évolutions de la politique étrangère américaine depuis janvier 2025, la discussion a été largement menée par **Daniel Hamilton**. Celui-ci a commencé par une description de l'administration Trump qui est, selon lui, peu prégnante car elle n'est absolument pas structurée et repose sur une lutte de pouvoirs entre clans entourant le président. Cette absence de structure est à son avis l'une des causes majeures du changement de stratégie économique et diplomatique américain. A la Maison Blanche comme pour la diplomatie américaine, seuls comptent désormais les intérêts du Président et, par voie de conséquence, de sa vision de ceux des États-Unis. Or ces intérêts sont fluctuants même si une constante demeure: la sécurité européenne n'est plus une priorité américaine. Daniel Hamilton souligne que les États-Unis sont passés d'une situation de puissance européenne (au XIXe siècle et encore durant la Guerre froide) à une puissance en Europe. Alors que les évènements mondiaux et l'appel au secours des pays européens ont obligé les États-Unis à demeurer engagés en Europe, l'impuissance européenne n'est plus comprise ni tolérée. La présence américaine en Europe dans les prochaines années ne s'expliquera que par la volonté de Trump de combattre l'immigration et sa rivalité avec la Chine. Le rapprochement américain avec la Russie est entièrement lié au désir du Président de transférer son attention à l'Indo-Pacifique.

Afin de souligner la dépendance européenne vis-à-vis du protecteur américain, **Martin Quencez** a ajouté que la plupart des pays européens cherchent actuellement la meilleure façon de se présenter comme de bons alliés. Il dit relever deux cas de figure: soit un alignement (relatif) sur le modèle américain en termes de dépenses militaires, c'est-à-dire en achetant des armes américaines, en augmentant le budget de la défense et en se montrant durs avec la Chine. C'est par exemple le cas de la Pologne. Soit en s'alignant idéologiquement sur les positions de Donald Trump, comme le fait Viktor Orban en Hongrie.